*L'Italie célèbre aujourd'hui, le 25 avril, le jour de sa libération de la dictature mussolinienne. Mais comme le montre ici l'historien David Broder, le véritable esprit de la résistance antifasciste a longtemps été occulté au profit d'une image consensuelle et dépolitisée. Face au gouvernement des droites radicales, mené par la néofasciste Meloni, c'est à retrouver le sens véritable du combat antifasciste qu'il faut travailler.*

***

Le 25 avril, jour férié en Italie, marque l'anniversaire de la libération du pays du fascisme. Ce jour-là, en 1945, des unités de partisans antifascistes ont libéré les centres industriels du nord, Milan et Turin, de l'emprise d'Hitler et des derniers loyalistes de Mussolini, après que les forces alliées eurent balayé le pays. Trois jours plus tard, les partisans avaient capturé et exécuté le Duce et son entourage, les suspendant la tête en bas sur la Piazzale Loreto à Milan, ce qui a constitué une épitaphe humiliante pour le régime en place depuis plus de vingt ans.

Marquant la victoire des partisans sur l'occupation allemande et le fascisme italien, le 25 avril est une fête patriotique qui honore les exploits d'une minorité armée. La fête a été célébrée pour la première fois en 1946, alors que les partis du Comité de libération nationale (CLN), des démocrates-chrétiens aux socialistes et aux communistes, cherchaient à s'identifier aux valeurs « universelles » de la liberté, de la démocratie et de l'unité nationale.

Il est intéressant de noter que le jour de la libération sera célébré le jour où le CLN de la Haute Italie a déclaré son pouvoir, et non le jour de la libération finale du territoire italien par les Alliés.

Cependant, alors que les partis du CLN prétendaient représenter « tout un peuple en armes », délimitant une large communauté nationale excluant seulement les derniers loyalistes fascistes – considérés comme des larbins allemands et non comme de véritables patriotes –, le 25 avril n'a jamais vraiment été à la hauteur de ses prétentions à l'unité nationale.

Non seulement parce que les derniers bataillons de l'extrême droite ont leurs propres commémorations de guerre à Predappio, la ville natale de Mussolini, mais aussi parce que la résistance armée a toujours été principalement identifiée, dans la culture populaire, au Parti communiste italien (PCI), qui faisait autrefois masse.

Bien qu'aujourd'hui encore les présidents et les premiers ministres commémorent le 25 avril comme un moment fondateur de la démocratie italienne, les rassemblements de rue qui marquent cette fête représentent avant tout la politique qui n'a pas façonné la république d'après-guerre.

Alors que 60 % des partisans combattaient dans des unités organisées par le PCI, le parti communiste partageait la direction politique du CLN avec les démocrates-chrétiens, les libéraux, les socialistes et d'autres encore ; et tandis que l'intense mobilisation antifasciste devenait le fondement d'une démocratie parlementaire, les anciennes élites ne tardèrent pas à réaffirmer leur contrôle sur l'État.

En effet, si les partis du CLN ont gouverné l'Italie en coalition après la libération – rédigeant ensemble une constitution et fondant une république – en mai 1947, les pressions de la guerre froide ont forcé le PCI à quitter le pouvoir. En tant que ministre de la Justice en

1946, le dirigeant communiste Palmiro Togliatti avait décrété une amnistie générale s'appliquant même aux fascistes, afin d'apaiser les tensions sociales ; cependant, à mesure que la gauche était mise à l'écart, les partisans eux-mêmes devenaient la cible de procès politiques menés par des juges et des policiers ex-fascistes.

Le fossé entre les partisans et l'élite d'après-guerre est encore symbolisé le 25 avril 1947 par la dissolution de la deuxième force de résistance, le Parti d'action républicain-socialiste.

La contre-offensive anticommuniste qui suit la libération atteint son apogée en juillet 1948, avec une tentative d'assassinat contre Togliatti, le secrétaire général du PCI. L'attaque de l'assaillant d'extrême droite a non seulement déclenché une grève générale incontrôlée, mais a également été un élément déclencheur pour de nombreux anciens partisans qui avaient conservé leurs armes et qui ont organisé de nombreuses occupations armées de lieux de travail et de postes de police dans les jours qui ont suivi.

Les dirigeants du PCI, effrayés, craignaient de provoquer une guerre civile comme en Grèce, où les royalistes soutenus par les Britanniques avaient écrasé dans le sang les partisans communistes après 1945. Le parti ayant ainsi écarté ses membres les plus aventureux et l'Italie étant devenue un membre fondateur de l'OTAN en 1949, l'espoir de voir la résistance se transformer en révolution s'est rapidement dissipé.

Après avoir été le principal parti de la résistance, le PCI a donc été condamné à une relation ambivalente avec l'État né du 25 avril et dont il a contribué à rédiger la constitution. Deuxième parti du pays – il a obtenu entre 22 et 34 % des voix à chaque élection jusqu'à son effondrement en 1991 –, le PCI s'est vu interdire le partage du pouvoir en raison de la position stratégique de l'Italie dans le bloc occidental, malgré les efforts déployés dans les années 1970 par son leader Enrico Berlinguer pour parvenir à un « compromis historique » avec la Démocratie Chrétienne.

En effet, si le 25 avril est encore aujourd'hui marqué par des rassemblements faisant appel à la promesse constitutionnelle d'une « démocratie fondée sur le travail », pendant quatre décennies, l'État s'est avant tout appuyé sur la domination structurelle de la Démocratie chrétienne, pilier anticommuniste de tous les gouvernements italiens jusqu'à la chute du mur de Berlin.

Bien que les démocrates-chrétiens aient été les partenaires du PCI au sein du CLN, puis au gouvernement en 1943-47, leur contribution militaire à la résistance a été bien moindre et, lors d'anniversaires comme celui du 25 avril, ils ont eu tendance à souligner le rôle de l'armée américaine dans la libération de l'Italie, bien plus que ne l'ont fait les communistes.

Il ne fait aucun doute que la guerre de partisans était beaucoup moins importante pour l'identité démocrate-chrétienne : un parti de grande envergure composé de nombreuses factions, mais aussi de fortes tendances anticommunistes, sa rive la plus à droite avait tendance à dépeindre la résistance comme une entreprise sanglante essentiellement inutile pour le succès des Alliés dans la libération du pays.

Ainsi, alors que la cohésion interne et la revendication de l'autorité politique des démocrates-chrétiens dans l'Italie de la guerre froide reposaient essentiellement sur leur opposition binaire au PCI, le principal moyen dont disposaient les communistes pour affirmer leur légitimité démocratique était la commémoration de leur bilan patriotique et non sectaire dans la guerre contre le nazisme.

Cela découlait de la stratégie de résistance elle-même : la classe ouvrière dirigée par les communistes jouait le rôle principal dans la mobilisation pour la lutte patriotique, mais, comme Togliatti l'a expliqué dans une circulaire d'avril 1945, les partisans du PCI qui établissaient l'autorité du CLN dans chaque localité ne devaient pas « imposer des changements dans un sens socialiste ou communiste », même s'ils agissaient seuls. Le PCI s'était engagé dans une cause antifasciste commune et ne cherchait pas à imposer son propre contrôle.

Le parti avait donc utilisé la mobilisation de masse pour s'assurer une place dans la vie institutionnelle, mais sans contrarier les autres forces démocratiques. En effet, la presse du PCI de 1943-45 (et plus tard la mythologie du parti) a présenté même les aspects de la résistance les plus manifestement liés à la lutte des classes – grèves de masse, occupations de terres, résistance à l'appel sous les drapeaux – en termes « patriotiques », une contribution de la classe ouvrière de masse à un mouvement national progressiste plus qu'une affirmation des intérêts de classe anticapitalistes des travailleurs.

C'est cette conjugaison du patriotisme, de la démocratie et du rôle central des travailleurs dans la reconstruction nationale qui est à l'origine de la promesse constitutionnelle d'une « république démocratique fondée sur le travail ». Dans ce même esprit productiviste, au sein de la coalition de 1945-47, le PCI a soutenu le gel des salaires et mis en place une interdiction de grève effective, afin de mieux reconstruire l'industrie italienne.

Cela dit, alors que le PCI présentait sa « voie italienne vers le socialisme », gradualiste et centrée sur les institutions, comme une extension de la pensée d'Antonio Gramsci, il avait en fait tendance à inverser l'idée d'hégémonie de Gramsci, comme l'a souligné le socialiste de premier plan Lelio Basso dans un article publié en 1965 dans *Critica Marxista* :

> « Malgré la prépondérance organisationnelle du mouvement ouvrier dans la résistance, ce sont nos adversaires qui ont réussi à l'hégémoniser politiquement », explique-t-il. « L'unité nationale ou antifasciste avait un sens en termes de pur objectif de gagner la guerre », mais « ce n'est qu'avec une unité plus étroite de la classe ouvrière sur les objectifs immédiats de l'après-guerre que le mouvement ouvrier aurait pu réellement hégémoniser la lutte de libération, en lui imposant son propre esprit, son empreinte et sa volonté, sa propre idéologie et ses propres objectifs ».

## La politique d'unité nationale et ses critiques

En effet, à l'époque de l'article de Basso, la stratégie du PCI consistant à étendre progressivement la « démocratie progressiste » avait commencé à sonner creux, l'engagement du parti en faveur de la légalité républicaine entrant en conflit avec sa réduction à un rôle d'opposition pendant la guerre froide.

La démocratie chrétienne régnait en maître, et l'extrême droite semblait également en pleine ascension, avec la tentative du Premier ministre Fernando Tambroni de former un gouvernement en 1960 en s'appuyant sur le soutien fasciste du MSI (Mouvement social italien, rassemblant les débris du régime mussolinien), ainsi que la tentative provocatrice

d'organiser un congrès du MSI dans la ville antifasciste de Gênes la même année. Si les manifestations violentes ont bloqué ces efforts de réhabilitation de l'extrême droite, la « république démocratique fondée sur le travail » n'a pas tenu les promesses de la résistance.

L'affaiblissement du rêve de démocratie progressiste du PCI a également coïncidé avec des changements dans la structure de la classe ouvrière, les taux de croissance industrielle élevés du « miracle économique » italien des années 1950-1960 ayant attiré des masses de travailleurs du sud sous-développé vers les usines du nord.

Ces travailleurs, en marge du mouvement ouvrier traditionnel et victimes d'une discrimination semi-raciale, étaient au centre de l'attention de la nouvelle gauche des années 1960, née de l'impasse du PCI.

Jeunes et originaires d'un sud peu marqué par la résistance, ces travailleurs présentaient une profonde rupture culturelle avec les travailleurs du nord, plus âgés et plus qualifiés, pour qui les grèves antifascistes de mars 1943 représentaient un moment clé de la mémoire collective et de la fierté de classe.

Fait révélateur, la littérature opéraïste et autonomiste (au sens large) de cette période, en rupture avec les préoccupations rhétoriques du Parti communiste, se distinguait par son manque d'intérêt pour l'histoire de la résistance, tendant à considérer le 25 avril comme une simple célébration d'un PCI attaché à la politique patriotique-institutionnelle, éloigné des intérêts des travailleurs qu'ils cherchaient à influencer.

Dans la mesure où la résistance est entrée dans la conscience de la gauche extraparlementaire, c'est surtout grâce aux groupes de lutte armée et à leurs efforts pour reproduire les actions militaires les plus spectaculaires de 1943-1945, également inspirés par une vénération plus large des luttes de guérilla au Viêt Nam et ailleurs.

L'invocation de la « résistance continue » par les Brigades rouges, mais aussi la création par Giangiacomo Feltrinelli des Gruppi d'Azione Partigiana (GAP), qui imitaient sciemment les cellules terroristes du PCI de la guerre, reflétaient le désir de retrouver le militantisme de cette période.

Ce qui est rarement pris en compte dans tout cela, c'est la critique politique de la stratégie du PCI qui avait déjà été avancée dans les années 1940 par l'aile la plus radicale de la résistance italienne. En effet, même la gauche extraparlementaire des années 1970 avait tendance à invoquer les formes de lutte les plus militantes de la période de guerre (grèves de masse, sabotage, terrorisme) comme preuve abstraite du potentiel de changement social, plutôt que de retrouver l'histoire de ces mouvements qui avaient cherché (et échoué) à remettre en question la politique d'unité nationale en tant que telle.

C'est la raison pour laquelle même un groupe paramilitaire guévariste des années 1970 comme le GAP pouvait copier le nom d'unités partisanes des années 1940 qui étaient en fait entièrement contrôlées par le PCI et subordonnées à sa stratégie d'alliance patriotique.

Il semble que ces groupes n'étaient pas conscients du fait qu'en 1943-1945, il existait également des forces révolutionnaires antifascistes en dehors du CLN, impliquées dans la lutte armée mais exclues de la mémoire institutionnelle de la résistance. Certes, dans un sens large, nous pourrions dire que le symbolisme des partisans du PCI (avec leurs Bella Ciao, Bandiera Rossa, Fischia il Vento, leurs foulards rouges…) et les motifs individuels des

résistants pour rejoindre la lutte reflétaient souvent l'espoir d'une sorte de changement socialiste, même s'il était défini en des termes vagues.

Mais il y avait aussi des mouvements de milliers de personnes dans les années 1940 qui s'organisaient avec cette perspective politique explicite, rejetant l'unité nationale en faveur de la lutte des classes – de la Stella Rossa à Turin à la Bandiera Rossa de Rome et au syndicat « rouge » CGL de Naples.

Il ne s'agissait pas de sectes minoritaires : en fait, Bandiera Rossa était la plus grande force de résistance dans la ville de Rome occupée par la Wehrmacht. Issu de groupes clandestins qui s'étaient formés pendant la période fasciste, alors que les dirigeants du PCI étaient encore en exil, et combinant un antifascisme militant avec une foi presque millénariste en une révolution imminente, ce mouvement dirigé par des autodidactes a construit une sorte de base de masse dans les bidonvilles des *borgate* (bourgs) de la capitale au cours de l'hiver 1943-44, menant neuf mois de guerre urbaine au prix de quelque 186 morts.

Convaincu que les succès de l'Armée rouge sur le front de l'Est reflétaient l'avancée historique mondiale du socialisme (« transformer la guerre en révolution comme Lénine en 1917 »), ce mouvement curieusement ultra-stalinien a fini par entrer en conflit amer avec le PCI officiel, qui a cherché à infiltrer et à détruire son organisation.

En effet, le radicalisme du mouvement menaçait non seulement la discipline interne du PCI, mais aussi la transition ordonnée vers la démocratie elle-même : comme un rapport de la police militaire l'a signalé aux forces alliées qui approchaient de la capitale italienne en mai 1944, Bandiera Rossa avait « le but secret, avec les autres partis d'extrême gauche, de prendre le contrôle de la ville, de renverser la monarchie et le gouvernement, et de mettre en œuvre un programme communiste complet pendant que les autres partis sont préoccupés par la chasse aux Allemands ».

La menace subversive que représentaient ces communistes a conduit à l'interdiction immédiate de leurs milices (considérées par les services de renseignements britanniques comme étant « principalement issues des classes criminelles ») dès la libération de la capitale par les Alliés.

La suppression de la presse incendiaire de Bandiera Rossa et le désarmement forcé de ses partisans n'est pas un cas isolé : l'affirmation par l'État du monopole de la violence et la criminalisation de ses opposants est en quelque sorte l'acte fondateur de la légalité républicaine, les Alliés s'alliant aux partis du CLN simultanément pour libérer le territoire et pour imposer un retour rapide à la paix sociale.

L'État né de la résistance était donc aussi un État né de la neutralisation de la résistance, de la canalisation de la guerre de classe antagoniste dans la représentation de la classe ouvrière au sein de l'État par l'intermédiaire des partis communiste et socialiste. Telle était la république démocratique « fondée sur le travail ».

## Le sens perdu du 25 avril

Aujourd'hui, le PCI, autoproclamé « parti de la résistance », est mort, tout comme ses homologues socialistes et démocrates-chrétiens. L'effondrement de l'URSS a fait exploser

le schéma binaire de la guerre froide qui structurait le système politique italien jusqu'en 1991, l'élimination de la menace communiste faisant enfin exploser les réseaux de corruption pourris qui avaient si longtemps prospéré chez son rival démocrate-chrétien. Si le 25 avril reste un jour de commémoration, c'est en l'absence des partis qui ont réellement pris part à la lutte.

Avec des rangs de plus en plus réduits de vétérans survivants et une gauche en plein effondrement, le rôle de la résistance dans la vie publique italienne semble être en déclin. En effet, la fin de l'ancien PCI de masse a clairement donné l'initiative aux adversaires de longue date de la cause antifasciste.

Non seulement les historiens révisionnistes cherchent de plus en plus à établir une équivalence entre les crimes perpétrés par les deux camps dans la « guerre civile », mais le dernier gouvernement Berlusconi a même envisagé de supprimer le jour férié de la libération.

Parallèlement, la mémoire de la résistance est également minée de l'intérieur, les anciens membres du PCI adaptant les anciens slogans à leur politique désormais néolibérale, comme lors de l'intervention du président Giorgio Napolitano le 25 avril 2013. S'exprimant dans une ancienne prison SS, l'ex-communiste a appelé le nouveau gouvernement à faire preuve « du même courage, de la même détermination et de la même unité qui ont été essentiels pour gagner la bataille de la résistance » dans la gestion de la crise économique du pays.

La coalition qu'il orchestrait était un assemblage des démocrates centristes avec Silvio Berlusconi et le technocrate de Goldman Sachs Mario Monti ; l'unité nationale était devenue la bannière du serrage de ceinture collectif austéritaire.

Il n'est donc pas étonnant que le 25 avril semble de plus en plus éloigné des préoccupations des jeunes chômeurs et précaires d'aujourd'hui, la « fête nationale » vivant surtout dans la mémoire des différents fragments de l'ancien PCI.

Pourtant, le projet hégémonique de ce parti étant mort, il semble peu probable que le discours sur la « défense des valeurs constitutionnelles » ou l'invocation de « l'unité nationale » ou de « l'éthique républicaine » d'il y a soixante-dix ans puisse jouer un quelconque rôle dans la régénération de la gauche.

Au contraire, c'est la dissection et la remise en question de cet héritage qui peuvent remettre la mémoire des partisans à sa juste place, transformant le 25 avril d'un jour d'unité nationale en un jour d'antagonisme anti-institutionnel.

*

Cet article est d'abord paru dans *Jacobin*.